

## DES SOLUTIONS SIMPLES POUR EN SORTIR ?

Point besoin de dissenter longtemps sur les données de la Présidentielle 2022, on les connaît :

- Premièrement la certitude que, partant divisée, aucun des candidats de la gauche ne passera la barre du premier tour,
- Deuxièmement le risque de voir la candidate national-populiste jouer au coude-à-coude avec le président sortant, voire se hisser jusqu'aux marches du pouvoir en cas d'abstention massive, si une désaffection du "barrage républicain" devait - comme on peut le craindre - jouer en sa faveur.

Sur le premier point : Il est clair qu'à ce jour, aucun des candidat(e)s d'ores et déjà déclaré(e)s à gauche n'envisage vraisemblablement un seul instant de se retirer au profit d'une candidature unique..., sachant pourtant que c'est la condition sine qua none pour être présent au second tour ! C'est apparemment l'impasse. Comment en sortir ? Ecartons dès à présent l'hypothèse d'une candidature communiste qui ne ferait que rajouter de la division à la division... Et ne privilégions pas non plus d'ores et déjà, de façon plus ou moins subreptice, le ralliement à tel ou tel, au risque de cristalliser la thèse des "deux (ou trois ?) gauches irréconciliables"... Comment réussir donc l'union au service de notre peuple avec des responsables politiques qui aujourd'hui n'en veulent pas ? En continuant de porter, avec les citoyens eux-mêmes (...ils sont une majorité à gauche pour souhaiter une candidature unitaire) l'exigence d'un accord portant à la fois sur les candidats (présidentielles et législatives) et sur les contenus.

Pourquoi ne pas imaginer par exemple une "primaire citoyenne" mettant en jeu non pas des "candidats à la candidature", mais une répartition des rôles au sein d'une équipe constituée : Par exemple les quatre ou cinq candidat(e)s déclarés réunis au sein d'une même équipe, auxquels la consultation citoyenne permettrait d'attribuer des postes dans un futur exécutif :

- Qui, parmi ces quatre ou cinq candidat(e)s potentiels, serait le mieux placé pour assumer la charge symbolique de Président, arbitre garant des institutions de la République et représentant de l'image de la France à l'étranger ? *(NB : ...compte-tenu de la constitution actuelle, et dans l'attente d'une VIème République plus démocratique)*

- Lequel ou laquelle d'entre ces candidat(e)s pour jouer le rôle de Premier Ministre, "capitaine" de l'équipe gouvernementale en charge de la gestion et de la mise en oeuvre du programme sur lequel se seront jouées les élections présidentielles et législatives ?

- Lesquel(le)s enfin pour se voir confier les postes de ministres d'Etat chargés, en lien avec le Parlement nouvellement élu et largement mis à contribution : Qui le mieux placé pour s'occuper de la transition et de la planification écologiques... Qui des affaires sociales, du développement humain et des mutations du travail... Qui de la grande politique d'éducation, de formation et de développement culturel... Qui encore de la nécessaire transformation démocratique de nos pratiques et de nos institutions ?

- Imaginons une "primaire citoyenne" dans laquelle on votera non pour un monarque, mais pour une équipe... Complétons le bulletin de vote par la possibilité donnée aux votants de donner leur préférence pour les trois mesures d'urgence à prioriser dès le début du mandat, et trois mesures à mettre en oeuvre au cours du mandat..., toutes ces mesures étant à choisir parmi les quelques dizaines de propositions clairement listées comme faisant consensus a-priori entre les membres de la "squadra" et les formations qui les soutiennent. (NB : Les questions faisant le cas échéant dissensus - ex. l'avenir du nucléaire civil - devant faire l'objet de larges consultations et débats démocratiques..., par référendum ou autre selon les cas).

Sans doute, en l'état actuel de leurs démarches, les Jadot, Hidalgo, Mélenchon..., et autres candidat(e)s "potentiels, naturels et virtuels" autoproclamés ne sont-ils pas prêts à adhérer spontanément à une telle hypothèse de travail. Mais cela n'exonère pas notre Parti de la responsabilité politique qui est la sienne de faire valoir l'absolue nécessité d'une candidature unique à gauche, et de proposer pour ce faire une méthode simple susceptible d'être reprise à son compte par une majorité de citoyens de gauche.

---

Sur le deuxième point, à savoir le risque évident de voir une partie de l'électorat de gauche se désintéresser d'un éventuel - mais probable - faux duel Macron-Le Pen (surtout si le scénario d'une "primaire" pouvant déboucher sur une candidature unique ne voit pas le jour), avec tous les risques que cela fait courir pour la suite (...*souvenons-nous des "années trente" !*) :

- Ne pourrait-on faire valoir l'exigence - ...à défaut de pouvoir remettre en cause l'élection du président de la République au suffrage universel, ou de contester la règle selon laquelle seuls deux candidats restent à s'affronter au deuxième tour -, ne pourrait-on imaginer de mettre à disposition des électeurs deux types de bulletins par candidat (soit quatre au total) : Pour ou Contre...? Car une des raisons de l'abstention réside justement dans le rejet de ces faux-duels. Pourquoi se voir contraints d'avoir, par exemple et par expérience, à se poser la question de voter (c'est-à-dire d'une certaine façon de soutenir) Macron lorsqu'on s'oppose tout simplement au parti de Marine LePen et qu'on veut faire barrage au péril national-populiste ?

- D'aucuns préconisent que l'on prenne en compte les "bulletins blancs"... ce serait effectivement une bonne chose peut-être ? Mais cela ne résout pas la question du second tour de la présidentielle, car le vote blanc ne départage personne... Comment se satisfaire pour autant d'un système où l'homme (ou la femme) censé être le "*président de tous les français*" peut ne se voir élu(e) que par une minorité de supporters et une minorité toute aussi importante de gens qui ont du "se pincer le nez" pour aller voter ?

- "Gouverner, c'est unir"... Dans le mode de scrutin évoqué ci-avant, en additionnant les Pour et en soustrayant pour chaque candidat les Contre, on retient celui ou celle qui divise le moins. Et donc, conformément à l'adage selon lequel "*au premier tour on choisit, au second tour on élimine*", donnons donc aux électeurs la possibilité "d'éliminer", ou en tous cas d'exprimer leur rejet de telle ou telle candidature jugée dangereuse car source de

division - plutôt que d'avoir à soutenir par calcul politicien un candidat à contre-cœur. Sur le fond, et quant aux rapports de forces réels dans le pays, un tel mode de scrutin n'altérerait pas in fine la sincérité du vote, mais il pourrait éviter de rejeter une majorité d'insatisfaits dans l'abstention (...ce qui n'est jamais bon signe en démocratie).

Voilà donc deux propositions simples - qui ne se situent d'ailleurs pas toutes deux au même niveau, ni dans la même temporalité - dont je pense qu'elles pourraient être reprises à bon escient par notre Parti, donnant à voir concrètement son désir unitaire - sans langue de bois ni phraséologie - et son engagement concret à se rendre utile à notre peuple.

Est-il encore possible, constitutionnellement parlant, de modifier le mode de scrutin à un an de l'échéance présidentielle.., j'avoue humblement que je n'en sais rien. Par contre, concernant mon autre suggestion ("primaire citoyenne" pour un pacte républicain à gauche), cette proposition ne relève que de notre propre responsabilité politique. A nous de la faire valoir et de la porter publiquement.

Serge GOUTMANN  
Section de Chelles (S-et-M)